













CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Prestation d'assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la CCI
TARN & GARONNE**

Chambre de Commerce et d'Industrie Tarn & Garonne
53-61 Avenue Léon Gambetta
CS80527
82065 Montauban cedex

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestation d'assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la CCI TARN & GARONNE
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Avec tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par tranche
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3- Montant de la mission et modalités de rémunération	4
1.4 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
4 - Protection des données à caractère personnel	5
5 - Missions.....	6
6 - Durée et délais d'exécution.....	9
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	9
6.2 - Durée du contrat.....	9
6.3 - Délais d'exécution des tranches	9
7 - Prix.....	9
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
7.2 - Modalités de variation des prix.....	9
7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches.....	10
8 - Garanties Financières.....	10
9 - Avance	10
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	10
9.2 - Garanties financières de l'avance	11
10 - Modalités de règlement des comptes.....	11
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	11
10.2 - Pourcentage de rémunération par élément	11
10.3 - Présentation des demandes de paiement.....	11
10.4 - Délai global de paiement	11
10.5 - Paiement des cotraitants.....	11
10.6 - Paiement des sous-traitants	12
10.7 - Tranches optionnelles	12
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	12
11.1 - Présentation des livrables	12
11.2 - Modifications techniques.....	12
11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations.....	13
12 - Développement durable	13
13 - Constatation de l'exécution des prestations	13
13.1 - Vérifications	13
13.2 - Décision après vérification.....	13
14 - Garantie des prestations.....	13
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	14
16 - Pénalités	15
16.1 - Pénalités de retard.....	15
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	15
16.3 - Autres pénalités spécifiques.....	16
17 - Assurances	16
18 - Clause de réexamen.....	17
19 - Résiliation du contrat	17
19.1 - Conditions de résiliation.....	17
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	17
20 - Règlement des litiges et langues	18
21 - Dérogations	18

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
un marché pour une prestation d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la CCI TARN & GARONNE

Prestation d'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'étude, l'élaboration du projet et la fixation de l'enveloppe budgétaire, la recherche de financement et la mise en œuvre des travaux d'isolation et de réhabilitation des locaux ainsi que de l'extension du parking de la CCI TARN & GARONNE.

La présente mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage est confiée conformément aux dispositions des articles L2422-1 et L2422-2 du Code de la commande publique, issus du Livre IV relatif aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage publique et à la maîtrise d'œuvre privée (ex-loi MOP). Elle porte notamment sur l'élaboration du programme, la fixation de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération, ainsi que sur l'apport d'un conseil spécialisé dans les domaines technique, financier, juridique et administratif.

Lieu(x) d'exécution :
53 à 61 Avenue Léon Gambetta
82000 Montauban

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-110 et L. 2113-11 du code de la commande publique, la CCI Tarn et Garonne a décidé de recourir à un marché non-alloti (lot unique), l'allotissement risquant de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations et d'en accroître le coût.

Le marché est attribué à un seul opérateur économique.

Les prestations sont réparties en 4 tranches :

Tranche(s)	Désignation
TFerme	Elaboration complète du projet toutes tranches confondues Réalisation du programme et de l'enveloppe financière totale (toutes tranches confondues) Montage complet du programme et recherche de son financement
TO001	Mise en œuvre de la réalisation du socle du programme : Mise en place et accompagnement à la réalisation de la procédure adéquate pour le choix d'un maître d'œuvre et gestion des marchés des autres acteurs Accompagnement à la réalisation de la première tranche de travaux afin de rendre conforme au décret tertiaire les bâtiments de la CCI 82
TO002	Accompagnement à la réalisation de la seconde tranche de travaux concernant l'Optimisation des surfaces utiles par une restructuration intérieure des bâtiments, et optimisation du parking en surface, revégétalisation
TO003	Accompagnement à la réalisation de la troisième tranche de travaux concernant une extension du parking en sous-sol

1.3- Montant de la mission et modalités de rémunération

Le montant prévisionnel de la présente mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage est estimé à un maximum de 140 000 euros HT, sur la base de l'ensemble des prestations (tranches fermes et tranches optionnelles comprises).

La rémunération du Titulaire sera versée selon les modalités suivantes :

- Paiement sur présentation de factures accompagnées d'un rapport d'avancement validé par le Maître d'Ouvrage ;

1.4 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) incluant tous les éléments détaillés des missions et leur exécution (La décomposition du temps d'intervention, un descriptif détaillé de chaque élément de mission),
- L'attestation de visite,

Pièces Générales :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- PV de démarrage du marché

Ces dernières pièces, bien que non matériellement jointes au présent marché, sont réputées parfaitement connues par le titulaire.

Cette liste n'est pas exhaustive, elle est un rappel des principales prestations obligatoires conformes aux règles en la matière. Le titulaire devra, au titre de son devoir de conseil, informer l'acheteur public, de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relative au présent marché durant toute sa durée.

Le titulaire est réputé avoir une parfaite et complète connaissance de l'ensemble des documents remis dans le cadre de la consultation, des dispositions légales et réglementaires de toute natures applicables à l'opération, au site et au présent marché. Le montant du marché est réputé en tenir compte.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE)

2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Missions

Le détail des missions est le suivant :

Tranche(s)	Désignation
TFerme	Elaboration complète du projet toutes tranches confondues Réalisation du programme et de l'enveloppe financière totale (toutes tranches confondues) Montage complet du programme et recherche de son financement
T0001	Mise en œuvre de la réalisation du socle du programme : Mise en place et accompagnement à la réalisation de la procédure adéquate pour le choix d'un maître d'œuvre et gestion des marchés des autres acteurs Accompagnement à la réalisation de la première tranche de travaux correspondant à la mise en conformité des bâtiments de la CCI 82 au décret tertiaire
T0002	Accompagnement à la réalisation de la seconde tranche de travaux concernant l'Optimisation des surfaces utiles par une restructuration intérieure des bâtiments, et optimisation du parking en surface, revégétalisation
T0003	Accompagnement à la réalisation de la troisième tranche de travaux concernant une extension du parking en sous-sol

Soit :

Tranche(s)	Précisions des éléments de mission
TFerme	Elaboration complète du projet toutes tranches confondues Réalisation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante pour la totalité des tranches ferme et optionnelles. Recherches des financements du projet, Pilotage administratif global et réalisation et dépôt des demandes (permis, études, relations BF...) après validation par le Maître d'ouvrage.
TO 001	Mise en œuvre de la réalisation du socle du programme : Mise en place et accompagnement à la réalisation de la procédure adéquate pour le choix d'un maître d'œuvre (en collaboration avec le service Achats-Marchés Publics et sur accord du Maître d'ouvrage) Accompagnement à la réalisation des marchés des autres acteurs (contrôleurs technique, coordonnateurs SPS, assurances DO, TRC...) (en collaboration avec le Maître d'œuvre et le service Achats-Marchés Publics) Accompagnement à la réalisation de la première tranche de travaux La première tranche de travaux doit impérativement amener la conformité des bâtiments de la CCI82 au Décret tertiaire Décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire - NOR : LOGL1909871D

	<p>Accompagnement dans l'analyse et l'attribution de la Maitrise d'œuvre dans le cadre de la procédure conjointement déterminée (en accord avec le Maître d'ouvrage et en collaboration avec le service Achats-Marches Publics)</p> <p>Accompagnement et Mise en place du programme de financement et de règlements du projet (en accord avec le Maître d'ouvrage)</p> <p>Suivi et proposition de validations des études de l'APS et APD au Maître d'ouvrage.</p> <p>Accompagnement à l'élaboration du dossier de Consultation des entreprises (en collaboration avec le Maître d'œuvre et le service Achats-Marches Publics)</p> <p>Accompagnement dans l'analyse et le choix des opérateurs de travaux (en collaboration avec le Maître d'œuvre et le service Achats-Marches Publics)</p> <p>Suivi de la préparation des travaux (en collaboration avec le Maître d'œuvre)</p> <p>Suivi de l'exécution des travaux (en collaboration avec le Maître d'œuvre)</p> <p>Suivi du financement des travaux (avances et règlements en accord avec le Maître d'ouvrage)</p> <p>Suivi et vérification des conditions d'exécution par le titulaire notamment des notes de calcul correspondant aux estimations de réductions de consommation et vérification de la mise en application des préconisations correspondantes.</p> <p>L'ensemble des mesures mises en place pour le respect de cette condition feront l'objet d'un suivi par le titulaire du présent marché</p> <p>Suivi du financement des travaux (avances et règlements en accord avec le Maître d'ouvrage)</p> <p>Réception (suivi des opérations préalables à la réception et proposition de décision de réception) (en collaboration avec le Maître d'œuvre et le service Achats-Marches Publics et en accord avec le Maître d'ouvrage)</p> <p>Accompagnement à la réalisation de la Mise en exploitation – Vérifications - Contrôle (en collaboration avec le Maître d'œuvre et le service Achats-Marches Publics et en accord avec le Maître d'ouvrage)</p> <p>Suivi de la garantie de parfait achèvement (en collaboration avec le Maître d'œuvre et le service Achats-Marches Publics et en accord avec le Maître d'ouvrage)</p>
TO 002	<p>Optimisation des surfaces utiles par une restructuration intérieure des bâtiments, et optimisation du parking en surface, revêtement</p> <p>Suivi et proposition de validation de l'APD et de l'affermissement de la tranche optionnelle de travaux correspondante au Maître d'ouvrage.</p> <p>Accompagnement et Mise en place du programme de financement et de règlements du projet de cette seconde tranche (en accord avec le Maître d'ouvrage)</p> <p>Proposition de confirmation et d'affermissement des lots du marché de travaux dans le respect des délais aux opérateurs de travaux (en collaboration avec le Maître d'œuvre et le service Achats-Marches Publics)</p>

	<p>Suivi des opérations de préparation des travaux (en collaboration avec le Maitre d'œuvre)</p> <p>Suivi de l'exécution des travaux (en collaboration avec le Maitre d'œuvre)</p> <p>Suivi du financement des travaux (avances et règlements en accord avec le Maitre d'ouvrage)</p> <p>Réception (suivi des opérations préalables à la réception et proposition de décision de réception) (en collaboration avec le Maitre d'œuvre et le service Achats-Marches Publics et en accord avec le Maitre d'ouvrage)</p> <p>Accompagnement à la réalisation de la Mise en exploitation – Vérifications - Contrôle (en collaboration avec le Maitre d'œuvre et le service Achats-Marches Publics et en accord avec le Maitre d'ouvrage)</p> <p>Suivi de la garantie de parfait achèvement (en collaboration avec le Maitre d'œuvre et le service Achats-Marches Publics et en accord avec le Maitre d'ouvrage)</p> <p>Pour l'ensemble des mission les opérations de réception, suivi d'exécution, suivi de financements, suivi de la réalisation de mise en exploitation et suivi de la GPA sont incluses</p>
TO 003	<p>Augmentation de la surface de parking en sous-sol</p> <p>Suivi et proposition de validation de l'APD et de l'affermissement de la tranche optionnelle de travaux correspondante au Maitre d'ouvrage.</p> <p>Accompagnement et Mise en place du programme de financement et de règlements du projet de cette seconde tranche (en accord avec le Maitre d'ouvrage)</p> <p>Proposition de confirmation et d'affermissement des lots du marché de travaux dans le respect des délais aux opérateurs de travaux (en collaboration avec le Maitre d'œuvre et le service Achats-Marches Publics)</p> <p>Suivi des opérations de préparation des travaux (en collaboration avec le Maitre d'œuvre)</p> <p>Suivi de l'exécution des travaux (en collaboration avec le Maitre d'œuvre)</p> <p>Suivi du financement des travaux (avances et règlements en accord avec le Maitre d'ouvrage)</p> <p>Réception (suivi des opérations préalables à la réception et proposition décision de réception) (en collaboration avec le Maitre d'œuvre et le service Achats-Marches Publics et en accord avec le Maitre d'ouvrage)</p> <p>Accompagnement à la réalisation de la Mise en exploitation – Vérifications - Contrôle (en collaboration avec le Maitre d'œuvre et le service Achats-Marches Publics et en accord avec le Maitre d'ouvrage)</p>

	<p>Suivi de la garantie de parfait achèvement (en collaboration avec le Maître d'œuvre et le service Achats-Marchés Publics et en accord avec le Maître d'ouvrage)</p> <p>Pour l'ensemble des missions les opérations de réception, suivi d'exécution, suivi de financements, suivi de la réalisation de mise en exploitation et suivi de la GPA sont incluses</p>
--	--

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale minimum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 30 mois.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 15/11/2025.

6.2 - Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

6.3 - Délais d'exécution des tranches

L'acte d'engagement fixe la durée du contrat de chaque tranche.

Ces délais partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché et, pour les tranches optionnelles, à compter de la date fixée par l'ordre de service faisant suite à la décision d'affermissement préalable du Maître d'ouvrage aux vues des résultats de la tranche ferme, prescrivant de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée et ce pour chacune des tranches optionnelles.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter du début d'exécution de la tranche ferme.

Il est indiqué ci-dessous

Tranche(s) optionnelle(s)	Délai limite de notification
T0001	3 mois
T0002	6 mois
T0003	9 mois

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING(d-3) / ING(o))$$

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est l'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est l'index ING Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010

Identifiant 001711010

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

7.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sur l'ensemble des prestations à exécuter.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Prestations Intellectuelles.

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

9.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

Le montant de chaque acompte relatif à la mission considérée sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

10.2 - Pourcentage de rémunération par élément

Les montants et pourcentages de chaque mission seront précisés par chaque candidat en annexe de l'acte d'engagement.

10.3 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique CHORUS
- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 18820001800045

10.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10.7 - Tranches optionnelles

Aucune indemnité de dédit n'est prévue.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Adresse d'exécution :

CCI TARN ET GARONNE
53-61 Avenue Léon Gambetta
82000 Montauban
<https://www.tarn-et-garonne.cci.fr/>
Tel : 05 63 22 26 26
Mail : cci82@tarn-et-garonne.cci.fr

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai est effectuée par le biais du profil d'acheteur, www.marches-publics.gouv.fr, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 8 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

11.1 - Présentation des livrables

Les livrables sont adressés dans les conditions suivantes :

Exemples de livrables proposés sur la base de trois livrables types :

- le sommaire d'un programme détaillé
- une note de synthèse d'aide à la décision sur un projet réalisé,
- un suivi des indicateurs d'économie et de consommation)

Le titulaire devra remettre 1 exemplaire(s) de chaque livrable demandé dans le cadre de son offre.

11.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

La formulation de ces modifications pour donner suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

12 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le présent marché comprend des conditions d'exécution à caractère environnemental notamment liées au Décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019 relatif aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire - NOR : LOGL1909871D

Dans le cadre de cette condition d'exécution le titulaire fournira les notes de calcul correspondant aux estimations de réductions de consommation et veillera à la mise en application des préconisations correspondantes.

L'ensemble des mesures mises en place pour le respect de cette condition feront l'objet d'un suivi par le titulaire du présent marché.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

Les vérifications seront effectuées par le représentant du Pouvoir Adjudicateur nommé à l'issue de la réunion de mise au point du marché.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

14 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-PI.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

A la fin du délai de garantie, les sûretés éventuellement constituées sont libérées dans les conditions prévues par l'article 103 du code des marchés publics.

Les stipulations qui précèdent ne font pas obstacle à ce que les documents particuliers du marché définissent, pour certaines catégories de prestations, des garanties particulières.

Dans ce cas, le marché fixe les conditions, modalités et les effets de ces garanties sur les obligations respectives des parties.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

16 - Pénalités

16.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, en cas de non-respect des délais d'exécution du marché prévus à l'article 6, le titulaire pourra se voir appliquer des pénalités dont le montant est fixé par jour calendaire de retard à :

- délai global d'exécution du marché de 100 € HT par jour ;
- fourniture des éléments nécessaires à la réalisation de « l'opération » 200 € HT par élément

En ce qui concerne les autres délais prévus au marché et le non-respect des demandes assorties d'un délai émanant du maître d'ouvrage,

- désignation de la personne physique citée à l'article 11.3 du présent CCP : 500 € HT par jour calendaire ;
- fourniture des rapports, procès-verbal et tout éléments nécessaires à la prestation (AR ou récépissé de dépôt des demandes administratives, ...etc.): sur demande du Maître d'ouvrage 100 € HT par jour et par demande
- remise des attestations d'assurance : 300 € HT par jour calendaire

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 500,00 €.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 500,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Autres pénalités et réfections	Forfaitaire	500,00 €	<p>Le titulaire pourra se voir appliquer d'autres pénalités ou réfections pour les motifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • absence non justifiée ou retard supérieur à 30 minutes à une réunion où la présence du titulaire est requise, ou représentation par une personne non habilitée à engager le titulaire : 500 € HT ; • non-respect d'une injonction du Maître d'ouvrage : 500 € HT par évènement ; • non-respect de l'obligation de secret professionnel : 2 000 € HT par infraction ; • non-respect des obligations liées au Plan d'action environnemental de la prestation, 50€ HT par manquement constaté, • absence de fourniture des éléments permettant de vérifier la régularité de la situation du titulaire vis- à-vis des articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 du code du travail : pénalité de 500 € par jour calendaire de retard • réfections prévues par le CCAG ; • réfections liées à l'exécution de prestations du marché que le maître d'ouvrage serait conduit, après mise en demeure non suivie d'effet, à réaliser ou faire réaliser aux frais du titulaire ; • réfections correspondant à des prestations prévues au marché et que le titulaire n'aurait pas exécutées, en application du principe du règlement selon service fait.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du marché peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent marché.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le marché, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Face à toute circonstance imprévisible, les parties examinent « de bonne foi » les conséquences de ces événements et applique la présente clause de réexamen en conformité avec l'article 25 du CCGA-PI.

En cas de renoncement au projet

En cas d'impossibilité financière de réalisation du projet

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en

application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tribunal administratif de Toulouse
68 Rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE Cedex 07
Tél : 05 62 73 57 57
Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr
Site : <https://toulouse.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRAL)
DREETS Nouvelle-Aquitaine – Pôle C CCIRA de Bordeaux - Mme Stéphanie MARCON Cité Administrative
2, rue Jules Ferry 33090 BORDEAUX Cedex Contact : Stéphanie MARCON Secrétariat du CCIRA de Bordeaux
Tél. : 05 54 68 99 56 / 07 61 17 74 12
Courriel : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr
Site <https://nouvelle-aquitaine.dreets.gouv.fr/>

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles